

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 17/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BOLLORE ENERGY**

93 RUE DE LA CHARTE  
68400 Riedisheim

Références : 0006700519\_2023\_05\_03\_Bolloré\_Riedisheim\_VIIC  
Code AIOT : 0006700519

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement BOLLORE ENERGY implanté 93 RUE DE LA CHARTE 68400 Riedisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOLLORE ENERGY
- 93 RUE DE LA CHARTE 68400 Riedisheim
- Code AIOT : 0006700519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site BOLLORE Riedisheim est un dépôt pétrolier dont les activités exclusives sont : la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et produits dérivés tel que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras) ou diesel HVO (Hydrotreated Vegetable Oil).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

La mise en place de :

- \* l'aire de dépotage étanche associée à la zone de dépotage de la cuve d'additif,
- \* la temporisation sur la pompe de transfert (bacs 5 et 6 vers bacs 3 et 4) en cas d'échauffement de

la pompe à débit nul,  
\* des événements de surpression sur les bacs 3 et 4.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Temporisation des pompes de transfert	AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Rétention zone de dépotage additif	AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Events bacs 3 et 4	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La temporisation et la coupure de la pompe en cas de débit nul n'est toujours pas mise en place.  
La rétention associée aux opérations de chargement/déchargement d'additif n'est toujours pas réalisée.

Les événements des cuves 3 et 4 ne sont pas en conformité (sous-dimensionnement).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Temporisation des pompes de transfert

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques de fuite
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Si des tuyauteries de liquides inflammables sont posées en caniveaux, ceux-ci sont équipés à leurs extrémités et tous les 100 m de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu et l'écoulement des liquides inflammables au-delà de ces dispositifs, à partir du 16 novembre 2015. [...] Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir. Les vannes de pied de bac sont de type sécurité feu commandables à distance et à sécurité positive. [...] Les pompes de transfert seront équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul, à partir du 16 novembre 2015.
<b>Constats :</b> Cf. annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Rétention zone de dépotage additif

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. (...) une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir, (...)</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> La capacité réelle d'une cuvette est celle qui est calculée suivant ses dimensions géométriques sans tenir compte de la présence des réservoirs implantés dans cette cuvette. (...)
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, il a été constaté que la zone étanche n'avait pas été réalisée.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 05 mai 2023, un devis daté du 03 juillet 2022 pour la réalisation d'une dalle.  Le devis a été signé le 04 janvier 2023 par l'exploitant.  L'inspection n'a cependant été informée d'aucune date de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Events bacs 3 et 4

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events (bacs 3 et 4)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté. Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée $S_e$ est au minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1. Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables : <ul style="list-style-type: none"><li>- aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ;</li><li>- aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac :</li><li>- ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ;</li><li>- ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler.</li></ul>
<b>Constats :</b> Cf. annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois